

à l'effet que cette division est partie avec son équipement complet. Je proteste de toute la force de mon être.

Or, la jeunesse de ce pays possède des facultés d'adaptation extraordinaires qu'elle a démontrées à la dernière guerre. La preuve de sa distinction et de ses succès dans l'air n'est pas à faire. Il en serait de même dans cette guerre-ci. Une escadrille a traversé, soit, dirais-je, une quarantaine de pilotes et un certain personnel terrestre. Le Canada n'a pas paru jusqu'ici sur les fronts de combat. Nous y avons bien quelques aviateurs enrôlés dans la Royal Air Force, et ce sont ces hommes qui figurent parmi les pertes actuelles.

De plus, ce pays est particulièrement capable de fournir des constructeurs de voies ferrées, des bûcherons, des sapeurs, des conducteurs de chars d'assaut et des signaleurs. Nous avons dans l'agriculture, voire dans tous les domaines de notre activité, des hommes habitués à conduire sur un terrain pareil à celui que les chars d'assaut ont à traverser là-bas. Où en sommes-nous pour ce qui est des chars d'assaut? Nous en avons quelques-uns de type léger au Camp Borden. Leur poids est si léger et leur nombre est si faible qu'ils ne constituent même pas une partie de l'équipement de notre deuxième division. Il est vrai qu'ils servent à l'entraînement. Nul pays n'est mieux outillé que le Canada pour produire des chars d'assaut. Dans la seule ville d'Hamilton, deux usines peuvent les fabriquer, l'une desquelles est capable d'en sortir régulièrement 250 par mois. S'il est une arme indispensable dans cette guerre mécanisée, c'est bien le char d'assaut. Nous pourrions fournir des sapeurs, ainsi que des mineurs et des signaleurs. J'affirme que nous ne disposons pas de matériel propre à l'entraînement des signaleurs. Nous ne possédons pas de matériel moderne à cette fin. J'ai mentionné les constructeurs de voies ferrées. Un homme public ontarien a déclaré il y a quelques mois que le gouvernement britannique avait demandé des constructeurs de voies ferrées, mais qu'on ne lui en avait pas envoyées. Autant que j'aie pu m'en assurer, cette affirmation n'a jamais été démentie. J'ignore si la demande de la Grande-Bretagne a revêtu la forme d'une enquête sur nos intentions. Si tel est le cas, le Gouvernement actuel n'y verrait pas du tout une demande. Il dirait simplement: "Non, nous n'avons pas reçu de demande". Cette demande peut avoir revêtu une multitude de formes, mais j'ignore au juste laquelle. Mais j'ajoute foi à l'affirmation de cet homme public ontarien. Lorsque le premier ministre du Canada nous dit qu'il se tient constamment en contact avec le gouvernement britannique, je le crois. Mais s'il veut nous faire

croire qu'il répond aux demandes urgentes de la Grande-Bretagne dans cette guerre, alors je ne puis souscrire à son affirmation. Je ne crois pas qu'il soit lui-même allé jusqu'à dire cela; mais un de ses ministres l'a fait et il existe des journaux qui le publient. L'un d'eux est à Brockville. On nous a assurés que l'on faisait tout ce que l'on demandait de nous. Il est fort bien de parler de consultations, mais il n'est pas juste et l'on n'a pas le droit de donner à la population canadienne l'impression que ces consultations signifient une collaboration entière et pratique de notre part.

J'ignore les autres demandes qu'on a pu nous faire; je n'ai peut-être pas le droit de le savoir; mais au cours de l'autre guerre mon expérience suffisait à me convaincre que la Grande-Bretagne eût souhaité de nous des mesures qui n'étaient pas toujours en notre pouvoir de faire. Personne qui a vécu la dernière guerre ne l'ignorait. Peut-être est-il impossible de répondre à toutes les exigences, mais nous pouvons certainement faire plus que nous n'avons fait. Je sais que nous pourrions envoyer des constructeurs de voies ferrées et des bûcherons. Ces troupes ont fourni un magnifique effort au cours du dernier conflit. Toutefois, malgré l'impossibilité de faire tout ce que l'on nous demande, il est sûrement mauvais d'amener la population canadienne à croire que nous le faisons; et c'est ce qu'on lui a fait croire depuis tant de mois.

J'ai un autre grief à exposer. La défense du territoire est une partie de notre tâche, bien qu'elle ne soit pas la principale, car c'est en armant de la façon qui nous convient le bras de la Grande-Bretagne et celui de nos Alliés que nous nous défendons le mieux et le plus effectivement. Leur défaite sera notre perte. Bien peu de Canadiens trouvent aujourd'hui ailleurs une source de réconfort; ils étaient si nombreux il y a quelques mois. Où que je regarde aujourd'hui, je n'en trouve aucun. Nous savons où est la forteresse à l'abri de laquelle nous vivrons ou sous laquelle nous périrons si elle tombe. On rencontre aujourd'hui, même outre-frontière, des gens qui ne sont pas du même avis qu'il y a quelques mois. Aujourd'hui, ils ne se sentent pas aussi confiants de tenir là où les grandes démocraties européennes ont failli et de vaincre la puissance des Etats totalitaires, plus grande et plus près de notre continent. Il y en a qui le croient, je sais, mais on les trouve surtout outre-frontière parmi les journalistes de cinquième ordre et les enfants gâtés de la fortune. Le peuple américain se rallie à l'idée de son grand Président, au plus puissant et plus intelligent de ses grands hommes, qui, du haut de son poste élevé et avec une lucidité d'esprit jamais encore égalée, voit la